

Politiques temporelles : un enjeu essentiel de la politique de la ville (extraits)*

par Claude Brévan, *Déléguée Interministérielle à la Ville* et Dominique Laousse, *Chargé de mission " Temps des villes "*

Des paradoxes qui se traduisent en contraintes pour la vie quotidienne

Les objectifs de développement économique, de cohésion sociale et d'unité des territoires urbains sont au cœur de la politique de la ville. Les sites visés par cette politique sont menacés de marginalisation économique et de fragmentation interne mais également de dissociation du reste des agglomérations dont ils sont parties. Ils s'en démarquent par leur structure sociologique mais également par les niveaux de service urbain qui leur sont implicitement appliqués. Ce croisement entre ces deux types de caractéristiques fait apparaître des paradoxes flagrants :

- largement dépourvus de vie économique, les taux de chômage y sont souvent le double de ce qui existe dans les agglomérations,
- moins bien desservis par les réseaux de transports collectifs, le taux de motorisation des ménages y est nettement plus faible que la moyenne nationale,
- moins accessibles aux services publics, leurs habitants sont parmi les premiers utilisateurs potentiels de ces aménités urbaines,
- comportant une proportion très forte de familles

Un enjeu de développement

L'expression du potentiel de développement économique et social des sites de la politique de la ville est un autre enjeu des liens entre politiques temporelles et politiques de développement. La satisfaction qu'apportent aux habitants des réponses adaptées à leurs besoins ou au contraire le désenchantement que peut induire le sentiment de ne pas être écoutés ou pire encore de ne pouvoir s'exprimer, influent sur les dynamiques locales de développement économique et social. Le sentiment d'exclusion et l'accumulation de difficultés sont peu propices à l'expression d'une citoyenneté active et à la capacité à élaborer des projets individuels et collectifs. Parce qu'elle traduit de la considération pour les citoyens et contribue à

monoparentales (dont les chefs de famille sont à plus de 90% des femmes), les dispositifs adaptés de gardes d'enfants y restent insuffisants, voire absents, et dans l'ensemble peu performants.

Cette énumération de spécificités et de paradoxes pourrait aisément se prolonger. En tout état de cause, les objectifs de revitalisation économique et de réduction de ces divers points de fracture sociale et territoriale ne peuvent être atteints qu'en travaillant avec la même énergie sur ce qui relève de la conception proprement dite de la ville et sur ce qui agit sur son fonctionnement. C'est bien sur l'aptitude qu'ont les villes, considérées comme des milieux vivants, à répondre aux attentes de l'ensemble des citoyens et au premier chef de ceux qui sont les moins aptes à trouver des solutions en dehors du secteur public qu'il est nécessaire de travailler. La cacophonie des différents temps urbains, travail, déplacements, vie familiale, loisirs, touche particulièrement les familles et les personnes qui sont éloignées des services urbains les plus indispensables à la vie quotidienne.

alléger le poids de leurs charges quotidiennes, l'harmonisation des temps sociaux est nécessaire à la mise en valeur du potentiel de développement d'une société composée de personnes dont beaucoup connaissent certes des difficultés, mais qui, comme chaque citoyen, aspirent à la vie urbaine dans sa richesse et sa complexité.

Citons au titre des inégalités les plus évidentes, les dessertes de transports collectifs dont le réseau est peu dense et les horaires et cadencements le plus souvent axés sur les déplacements domicile travail les plus traditionnels, ignorant ainsi l'ouverture des plages horaires et la diversité de la demande. Citons encore les horaires d'ouverture des services

* Saint-Denis La Plaine, 15 septembre 2001

publics qui contraignent les personnes à prendre le temps nécessaire à leur accès sur leurs congés annuels ou à y renoncer. La faiblesse de l'armature commerciale de base quant à elle, contraint à des déplacements longs et malcommodes en raison de l'organisation des transports qui n'a pas pris en compte les nouvelles pratiques de centralité. Evoquons enfin le dilemme auquel sont soumises les femmes entre leur légitime aspiration au travail et la difficulté à trouver des formes de garde de leurs enfants adaptées à des horaires de travail hors norme, voire nocturnes, comme c'est souvent le cas des emplois peu qualifiés dans les services. Toutes ces inégalités viennent s'ajouter à celles plus directement liées à la faiblesse des ressources de très nombreux ménages des quartiers populaires qui les éloignent des pratiques culturelles et économiques propres au monde urbain.

La politique de la ville s'est saisie de ces enjeux sociétaux d'égalité des chances et de leurs conséquences sur le développement. Elle propose des réponses à ces dysfonctionnements issus de la désynchronisation des temps sociaux

- en soutenant des expérimentations d'offres de

transports adaptés à des demandes spécifiques,

- en apportant un soutien aux dispositifs innovants de gardes d'enfants,
- en impulsant une politique de développement de services publics de proximité et en favorisant leur regroupement au sein de plate-formes ou de maisons de services publics ou de maisons de la solidarité,
- en ouvrant les quartiers populaires aux nouvelles technologies afin d'éviter un nouveau facteur de fracture sociale,
- en confortant les initiatives visant à prendre en compte l'aspiration des jeunes à une vie collective en soirée dans des lieux qui les accueillent.

Cette énumération n'est pas exhaustive, la créativité locale restant le moteur de cette politique de maîtrise des temps qui doit être conçue d'abord à l'échelle de la ville tout entière, avec le souci de donner la priorité aux difficultés de ceux sur qui pèsent le plus lourdement le poids des dysfonctionnements, même si ce ne sont pas ceux qui s'expriment le plus nettement sur les difficultés qu'ils vivent au quotidien.